

Vivre installés au Val d'Argens

« se regrouper pour agir et avancer »

B.P. 45 - 83372 Saint-Aygulf Cedex

contact@viva2010.org www.viva2010.org

Association loi 1901 pour le soutien des sinistrés des inondations de la nuit du 15 au 16 juin 2010

Réunion d'un Bureau élargi au Camping la Barque le mercredi 14 octobre 2015 à 18 heures

avec la participation de M. Sébastien PERRIN, vice-président de la CAVEM en charge du SMA pour la BVA

POINT DE SITUATION

1. Rappel de la lettre de VIVA du 22 août 2012 à Monsieur Xavier BEULIN, Président de la Fédération Nationale des Syndicats d'Exploitants Agricoles (extraits)

« En novembre dernier, vous avez visité le monde agricole de la Plaine de l'Argens (Var) et salué son courage face aux deux inondations catastrophiques de 2010 et 2011. Vous avez déploré l'immobilisme des Services publics, réclamé la mise en œuvre de vraies solutions structurelles et un plan global de lutte contre les inondations par des travaux qui coûteraient infiniment moins cher que les pertes consécutives à ces crues répétées avoisinant 2 milliards d'Euros !

Les 3 000 hectares limoneux de cette plaine de l'Argens sont, dit-on, les plus fertiles d'Europe après la plaine du Pô. Ce petit territoire est "un cas d'école". Si on fait dépérir ses horticulteurs, ses maraîchers et ses viticulteurs en les laissant sous la **menace permanente du risque majeur d'un retour de crue**, une urbanisation extensive, sous la pression des promoteurs, les remplacera ».

RIEN N'A CHANGE : VIVA demande à M. PERRIN la vision d'avenir des instances agricoles.

2. Rappel de la lettre de VIVA du 23 juillet (rappel 21 septembre 2015) à Monsieur Pierre SOUBELET, Préfet du Var. (extraits)

« Le risque demeure à l'identique depuis la catastrophe de 2010. Les travaux impératifs pour réduire la vulnérabilité dans la plaine en libérant les eaux de crue du delta (barré par la route côtière sur remblais) sont bien en "niveau 1" mais prévus seulement après labellisation du PAPI complet et achevés...sous 5 à 10 ans.

Plus que jamais, le changement climatique fait redouter que de fortes précipitations et des inondations de grande ampleur ne succèdent à la canicule. Elles seraient mortifères en période estivale et ruineraient les activités humaines qui survivent sur le fil du rasoir. **(La catastrophe est arrivée...dans les Alpes Maritimes !)**

- Pourquoi ne pas engager sans délai les travaux anticipés qui s'imposent ? Parce que la CAVEM se voit contrainte par une procédure administrative incontournable qui l'obligerait à financer entièrement les opérations sans bénéficier, au nom de la solidarité nationale, des aides de l'Etat, ni des Collectivités territoriales qui exigent de s'appuyer sur un PAPI labellisé. **(A ce jour, selon la direction du SMA, la formulation du PAPI n'est pas achevée).**
- Le Bureau élargi de VIVA, réuni en urgence, ne peut que se tourner vers l'autorité de l'Etat que vous représentez, Monsieur le Préfet, en raison du danger mortel encouru. Il vous demande d'user, comme votre prédécesseur, de votre magistrature d'influence pour que soient mises en œuvre des **mesures dérogatoires** autorisant la CAVEM à opérer les travaux de mise en sécurité des personnes et des biens de la Basse Vallée de l'Argens **avec l'aide anticipée de l'Etat et des Conseils régional et départemental** ».

LETTRES SANS REPONSE : VIVA demande à M. PERRIN pourquoi MM. GINESTA et AUDIBERT-TROIN abandonnent leurs administrés à de si grands dangers sans chercher une issue à ce blocage.

3. Suivi et Recherche de voies de sortie de l'impasse :

- **Pourquoi une concertation entre les responsables territoriaux**, MM. les Présidents de la CAVEM et du SMA, **et l'Etat**, représenté par le Préfet du Var, **n'est-elle pas engagée** pour vaincre ensemble ce blocage administratif qui laisse les citoyens en péril, alors que les solutions techniques et les co-financements appropriés existent ?

M. PERRIN peut-il mobiliser les élus responsables vers la recherche d'une sortie de crise ?

- **Y-a-t-il, provisoirement, des solutions alternatives ? Des problèmes concrets plus urgents ?**

1. VIVA doit-elle soutenir l'initiative locale d'un **Pôle agricole hors sol en autonomie énergétique** ?

M. Gilles Régis est invité (avec les partenaires d'un tel projet) à saisir VIVA s'il y a lieu.

2. La dernière catastrophe a encore provoqué de **graves sinistres en BVA.**

Mme Marie-Paule Blanc est invitée à exposer les dégâts du débordement du Rayrannet (plus entretenu).

3. Le risque inondation est-il primordial dans les nouveaux projets d'urbanisme (ex Var-Matin : le Picoton)

4. La veille contre la disparition des espaces agricoles (cf. article "En pays varois" : soutien de VIVA ?)

5. Danger de circulation sur le pont de la Galiote ? **Quelles mesures communales et départementales ?**

4. Une Assemblée Générale de VIVA : pourquoi, où et quand ?

Y-a-t-il quelque chose à dire à nos adhérents désabusés... ?

5. Questions diverses.